

La contre-manifestation du 4 septembre

On connaît les ressources de la technique pour truquer les témoignages « objectifs » (photographies, bandes sonores, etc.).

Le rendez-vous de De Gaulle à la République a permis aux techniciens de donner la pleine mesure de leur talent.

L'« Information » de Soustelle qui nous donne quotidiennement une démonstration de sa souplesse d'échine s'est ici surpassée.

Emission différée de la télévision avec images choisies, bande sonore coupée, corrigée, bruit de fond effacé.

Images de la presse bourgeoise montrant uniformément le « général-président » et son décorum.

Très rares (et parfois truquées) photos de foule. Commentaires unanimement enthousiastes. Chiffres grossièrement truqués. Pour l'auditeur de la R.T.F. ou le lecteur du « Parisien » de Saint-Etienne ou d'Arcachon, ce fut un succès triomphal. A peine si on a entendu parler de vagues contre-manifestants et ce, quelque jours après.

Quand on connaît ce qui s'est passé réellement à la République ce 4 septembre, ceci donne une idée de la mise au pas accomplie par l'« Information » depuis la dictature Soustelle et ceci n'est qu'un commencement.

« France-Soir » n'a pas craint d'avancer le chiffre de cent cinquante mille Parisiens venus acclamer le général.

Le chiffre n'est peut-être pas loin de la vérité, à ceci près que peut-être cinq à sept mille « oui-ouïstes » occupaient l'enceinte réservée au public et que des dizaines de milliers de contre-manifestants tenaient les boulevards périphériques de la République, contenus par un triple cordon de policiers, de gendarmes et de C.R.S. En comptant les six mille flics qui tenaient évidemment de la place on n'est pas trop loin du compte.

Le « Peuple de Paris », selon De Gaulle, était constitué par quelques milliers d'anciens combattants et autres, membres de groupuscules fascistes et de syndicalistes jaunes nantis de cartes d'invitation qu'il leur fallut présenter à quelques cinq ou six barrages consécutifs de flics.

Le filtrage commença dès avant 16 heures. A 18 heures, quand Berthouin monta à la tribune, le parterre réservé à la claqué était encore aux deux tiers vide. Il devait le rester.

A 16 h. 30 les premiers manifestants de gauche arrivaient de leur travail, étonnés d'apprendre qu'il fallait être invité. A 17 heures, la place est cernée d'une foule dense, compacte, contenue par les cordons de policiers, la matraque à la main. On parlemente en vain pour passer. Les organisations n'avaient pas prévu cela. Que va-t-on faire?

Les mots d'ordre prévus sont bien limités: « Non à De Gaulle », « Vive la République ». Rien d'autre. Pas d'objectif, pas de dirigeants visibles.

A 17 h. 15, les premiers cris, les premières banderoles, des ballonnets avec le « NON », les premiers heurts avec la police, qui n'allaient cesser qu'après 19 heures 30.

La presse de gauche a suffisamment relaté la brutalité et la sauvagerie avec laquelle les policiers se sont acharnés sur les manifestants (1). Ceci ne saurait nous étonner. Ce qu'il faut souligner c'est le manque d'objectif défini à la manifestation, le manque d'initiative des organisateurs, le manque d'organisation de la riposte.

Des combats particulièrement durs ont eu lieu dans différentes artères entourant la place.

Là où la résistance s'organisa, c'est spontanément par des groupes de travailleurs.

Le rôle des dirigeants, principalement communistes, semble avoir été d'empêcher toute initiative et toute résistance « pour ne pas provoquer ».

Ce qui n'empêcha pas Etienne Fajon, dans « l'Humanité » du 5 septembre de prendre à son compte l'héroïque résistance de certains travailleurs après les avoir empêchés en vain de se battre. « Calme et digne comme ses organisations le lui avaient demandé, ripostant cependant (2) coup pour coup aux agressions policières... »

Alors que la disproportion entre la contre-manifestation et la réunion intime de De Gaulle était telle que celle-ci pouvait être envahie et balayée par une direction décidée et audacieuse, l'initiative avait toujours été laissée à la Police qui a pu, petit à petit, réprimer et disperser les travailleurs dans les rues périphériques. Le manque d'objectifs et de direction sont propres à démolir de grandes masses, mêmes combattives.

Plusieurs bousculades navrantes — de véritables paniques — se produisirent. Des centaines de personnes fuyant, des hommes, des femmes renversés, piétinés parce qu'une vingtaine de flics s'étaient mis à courir. Des manifestants voulaient résister et cherchaient des projectiles. De violentes altercations les opposèrent à des dirigeants qui leur opposèrent la vertu « des poitrines nues et de bras croisés ».

Les combats les plus rudes eurent lieu dans la rue Beaubourg, l'ancienne rue Transnonain, rendue célèbre par Daumier.

Les travailleurs, après avoir été plusieurs fois refoulés, matraqués, humiliés par la fuite, prirent la résolution de dépaver la rue. Les chantiers s'organisèrent. Une barricade s'ébaucha. La police fut tenue à distance pendant longtemps alors qu'elle investissait successivement les autres artères. Au bout de plusieurs charges infructueuses, les « mobiles » purent prendre pied dans la rue, mais seulement une minute, une deuxième barricade s'étant constituée en arrière et la grêle de projectiles leur rendit la position intenable. La première barricade fut reprise. Les combats durèrent une heure. Les grenades lacrymogènes faisaient pleurer tout le monde.

Les jeunes étaient particulièrement nombreux et combattifs. Une organisation s'ébaucha, des camarades s'en furent chercher des renforts dans les rues avoisinantes.

L'épisode le plus violent fut celui-ci: débouchant d'une petite rue transversale à la rue Beaubourg, un car de police se trouva en plein dans un groupe de manifestants. Il s'arrêta d'abord, puis fonça pour se dégager, heurtant un homme qu'il projeta à plusieurs mètres et stoppa brusquement. Les vitres volèrent en éclat. La tôle se gondola. La foule commençait à s'éloigner, présentant la riposte.

Tout à coup une rafale de mitraillette éclata, prolongée. Deux hommes tombaient, blessés par balle. Une balle brisait la glace d'un café.

Ils ne tirèrent pas à blanc ni en l'air. Une enquête est soi-disant ouverte. Il y avait des dizaines de témoins et les « enquêteurs » se demandent s'il y a eu vraiment des coups de feu.

Entendu dans la manifestation:

Rue de Turbigo: André Voguet, dirigeant du P. C., conseiller municipal, se querelle avec des manifestants qui ont des pavés dans les mains. « Vous faites le jeu de la police! Ce qu'ils cherchent, c'est le prétexte pour nous disperser, pour nous empêcher de manifester ». Les gens ne savaient pas quoi répondre, mais gardaient leurs pavés.

Rue Beaubourg (après la fusillade). Un groupe de jeunes se replice en courant. L'un d'eux crie très fort: « C'est toujours pareil, on n'a jamais rien dans les mains, on déraille toujours. Faut

toujours être digne et calme et faut laisser les « bourres » nous tirer dessus. »

En résumé, encore une épreuve qui montre aux travailleurs que le facisme ne se combat pas avec des ballons d'enfant et des confetti, que la violence réussit à celui qui l'emploie et que les dirigeants ouvriers trahissent grossièrement les intérêts de la classe en déniaient aux ouvriers le droit de s'organiser et de s'armer.

P. VINCENT.

(1) Quelques jours plus tard, même le syndicat des C.R.S. éprouvait le besoin de s'en désolidariser!!!

(2) Souligné par nous.

DECLARATION

Le Parti Communiste Internationaliste (section française de la IV^e Internationale) proteste contre la décision du gouvernement lui refusant une participation officielle à la campagne du référendum. Arbitrairement le gouvernement interdit à une organisation ancienne, au programme établi, de mener campagne, tandis qu'il arrose ce droit à des comités créés pour la circonstance par des individus et dont la représentativité est inconnue. Frappant aujourd'hui une petite organisation, cet arbitraire menace demain toute autre formation ouvrière et démocratique.

Le Parti Communiste Internationaliste (section française de la IV^e Internationale) appelle la classe ouvrière et toutes les masses laborieuses de France à répondre: NON au régime de dictature militaire et policière qui se développe sur la base du coup du 13 mai, NON à la continuation de la guerre d'Algérie, NON aux propos pseudo-libéraux en Afrique noire destinés dans l'immédiat à isoler la Révolution algérienne.

Il appelle les travailleurs à s'organiser, localement et dans les entreprises, en comités qui défendront les militants et les organisations contre la réaction montante et qui développeront la lutte révolutionnaire en vue de la création d'un gouvernement des travailleurs et de la convocation d'une Assemblée constituante, laquelle sortira le pays du gâchis où l'a plongé le capitalisme en instaurant un régime d'économie planifiée basé sur la propriété collective des moyens de production et d'échange qui construira une France socialiste.

LE BUREAU POLITIQUE DU P.C.I.

Le 6 septembre.

VIE DU PARTI

Après la tenue du 13^e Congrès du P.C.I. dont nous avons rendu compte dans notre précédent numéro, la période de vacances a évidemment entraîné un ralentissement de l'activité du P.C.I. Cependant, il faut signaler:

— la tenue d'une école du militant pendant quatre jours;

— des contacts avec des camarades et sympathisants de province. De nouvelles liaisons ont aussi été faites par des camarades en déplacement.

Pour le référendum, nous avons édité une affiche (reproduite en pages 6 et 7 de ce numéro). Nous en tenons des exemplaires à la disposition des camarades qui voudraient la coller dans leur région.

NOTRE SOUSCRIPTION

LISTES VERSEES

PAR DES LECTEURS BELGES en francs belges
Un maçon 70; Pierre 20; Reliquat d'une souscription 165; Médart-Gilly 15; Linkebeck 10.

LISTE N° 2

Colporteur Gilly 12; Un typographe 60; Joseph 16; De Donder Emile 80; Wayenberg 20; Adriaens 10; Delporte E 20; Lorent Galloy 50; A. Henry 40; Eloy Jean 50; Vanderborgt Pierre 200; De Sutter Marie 20; Maurice 20; Un mineur 50; Colporteur 20; K. I. O. 30; Un Aîné 20; Pour les Etats-Unis du Monde 50; Pour la Paix 20; Maurice 10; M. T. 16; Solidarité Internationale 20; Vael Henri 20; Bousset Joseph 20; Un Métallo 40; Un Métallurgiste 50; Jacobs 25.

Lisez:

« QUATRIEME INTERNATIONALE »

Organe du Comité Exécutif
de la IV^e Internationale

Le Numéro: 200 francs

C.C.P.: Pierre FRANK, 12648-46 Paris
64, Rue de Richelieu